



INONDATIONS À MAKOTIMPOKO

Plus de quatre mille ménages secourus

Le gouvernement vient d'apporter une assistance humanitaire à 4828 ménages touchés par les inondations dans le district de Makotimpoko, département des Plateaux. Composée de vivres, matériaux de construction, fournitures scolaires, intrants de pêche,

kits de dignité pour les femmes et autres objets, l'aide des pouvoirs publics a été remise aux bénéficiaires par la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Mboukou-Kimbatsa.

Page 16



Plus de quatre-mille ménages sinistrés secourus à Makotimpoko

RÉTROSPECTIVE

L'année 2022 en quelques événements marquants dans le monde

Pages 6 et 7

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

La BDEAC se projette sur 2027



Le siège de la BDEAC à Brazzaville/Adiac

La Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) s'est dotée d'un nouveau Plan stratégique 2023-2027 axé sur le financement des projets d'intégration économique, mais aussi sur la transformation de la banque. Les actionnaires ont approuvé ce document au cours de leur réunion du 22 décembre. Ce plan stratégique s'inscrit dans une perspective de modernisation de la banque, « qui devrait améliorer la qualité de sa signature à l'international et accroître ses capacités à lever des ressources diversifiées et à des taux concessionnels, en faveur des opérateurs économiques », précise le communiqué.

Page 3

CONCOURS DE DANSE

« Mopacho », une création congolaise



Le lancement du concours de la danse « Mopacho » a eu lieu le 28 décembre, sur toute l'étendue du territoire national. À Brazzaville,

La démonstration de Mopacho c'est dans le deuxième arrondissement, Bacongo, que des jeunes artistes ont égayé le public en esquissant les pas de cette danse atypique en présence du directeur de cabinet de la ministre de l'Industrie culturelle, artistique, touristique et des Loisirs, Lis Pascal Moussodji Nziengui, et des autorités locales.

Page 9

DISPARITION

Les musiciens congolais pleurent Mermans Mpassi

Le mi-soliste Alphonse Mpassi Ngongo dit Mpassi Mermans a tiré sa révérence le 28 décembre, à Brazzaville, à l'âge de 80 ans. Il avait intégré l'orchestre Les Bantous de la capitale en 1963 avec Pamelou Mounka et Samba Mascotte.

Page 16



Mpassi Ngongo Mermans/DR

ÉDITORIAL

Prévenir

Page 2

ÉDITORIAL

Prévenir

Les transformations, même les plus urgentes, exigent de la part de leurs initiateurs de la méthode pour éviter un éternel recommencement. Les besoins actuels en matière d'accès au numérique font qu'à Brazzaville et Pointe-Noire les services habilités mènent des travaux de câblage souterrain qui les obligent à creuser des trottoirs voire des chaussées dans le périmètre urbain.

Salutaires pour la connexion des administrations, des entreprises et des ménages, ces opérations comportent aussi des inconvénients non négligeables. En particulier du fait de la négligence avec laquelle les excavations occasionnées par ces aménagements sont colmatées. Ce manque de vigilance est dans une certaine mesure à l'origine de la dégradation des voiries urbaines.

L'on sait, en raison des tensions de trésorerie qu'elles éprouvent que les mairies ont de la peine à mettre en œuvre leurs plans de développement. C'est donc à une difficulté supplémentaire qu'elles font face dès lors qu'à la dégradation naturelle des chaussées se conjugue l'effet des chantiers d'interconnexion à la fibre optique décrits plus haut.

Incontestablement, il faudra désormais prévoir en préalable à la construction des infrastructures routières des canaux de transport du courant électrique, de l'eau et d'Internet. Une telle politique préviendrait l'enchevêtrement de câbles électriques en exposition et des cas d'électrocution. Il s'agit donc plus globalement de repenser le schéma d'aménagement de nos villes et de nos cités urbaines.

Les Dépêches de Brazzaville

GOUVERNANCE PUBLIQUE

La solidarité gouvernementale, une exigence

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a rappelé le 28 décembre lors de la clôture du cinquième séminaire gouvernemental, que l'exécution du Plan national de développement (PND) 2022-2026 et du programme avec le Fonds monétaire international (FMI) engage le gouvernement « plus que jamais auparavant individuellement et collectivement » à des actions publiques plus coordonnées dans leur conduite et plus efficaces dans leurs objectifs.



L'exécutif appelle une solidarité gouvernementale DR

Le cinquième séminaire gouvernemental s'est déroulé les 26 et 28 décembre à Brazzaville sur le thème : « Relever les défis du moment dans la solidarité gouvernementale ». Selon le chef de l'exécutif, les résultats obtenus ouvrent de nouvelles perspectives plus volontaristes et plus ambitieuses pour l'année 2023. « ... Le président de la République, nos compatriotes et nos partenaires extérieurs nous attendent, les regards rivés sur chacun de nous. Durant deux jours, nous avons débattu et analysé sous divers aspects, le thème central de ce cinquième séminaire gouvernemental », a rappelé le chef de gouvernement.

Outre la deuxième revue du programme avec le FMI, appuyé par la facilité élargie de crédit, et l'opérationnalisation du PND, les débats ont porté sur d'autres thématiques importantes, comme la mise en œuvre du plan de résilience sur la crise alimentaire, la bonne gouvernance et la lutte contre les antivaleurs. Le but étant promouvoir l'efficacité et de la performance de l'action pu-

blique. « Le contexte dans lequel nous mettons en œuvre le PND ainsi que le plan de résilience se complexifie de jour au jour; de mois en mois, avec des bouleversements qui se produisent sur les scènes économiques, politiques, diplomatiques mondiales. Cela doit appeler à plus d'efforts, de persévérance et de clairvoyance », a indiqué Anatole Collinet Makosso.

Selon lui, la solidarité gouvernementale doit engager tout l'exécutif derrière le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans une action efficace pour l'atteinte des objectifs vitaux qu'il s'est fixé dans son projet de société. « Et nous conserverons ainsi le cap de nos ambitions avec courage et réalisme pour transformer fondamentalement les habitudes, les manières de penser et d'agir des gouvernés et gouvernants pour accélérer le rythme de notre marche vers le développement », a-t-il déclaré.

A l'exigence de solidarité gouvernementale, le Premier ministre en a ajouté le travail productif des administrations et des orga-

nismes publics sous tutelle. Pour lui, la notion de travail qui est l'un des principes fondamentaux de la République devra être sacralisée. Les progrès dans différents compartiments de l'action gouvernementale, l'ambition collectivement partagée d'un Congo économiquement développé et socialement prospère, la poursuite de la marche vers les objectifs politiques stratégiques ne sont, a-t-il poursuivi, possibles que si les Congolais se réapproprient les vertus du travail au bout duquel un résultat matériel ou tangible est obtenu.

« Notre peuple a une grande tradition du travail, surtout du travail bien fait. Il revient à chaque département ministériel d'exemplarité du travail productif à tous les niveaux. C'est autour de ce principe et de cette valeur existentielle que l'action du gouvernement et la solidarité des membres qui le composent auront beaucoup plus de visibilité à travers des réalisations qui impactent la vie quotidienne des citoyens », a conclu Anatole Collinet Makosso.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Mauokani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moundelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

La BDEAC se fixe un nouveau cap

La Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) vient de se doter d'un nouveau Plan stratégique 2023-2027. Le plan quinquennal est axé sur le financement des projets d'intégration économique, mais aussi sur la transformation de la banque.

Le nouveau plan stratégique dénommé « Azobé » approuvé, le 22 décembre dernier, lors de l'assemblée générale des actionnaires de la BDEAC constitue un document de référence de ses interventions en faveur de la croissance des économies de l'Afrique centrale. Il comporte trois axes prioritaires : la contribution à l'intégration économique régionale ; la diversification des ressources mobilisées et la transformation de l'institution communautaire.

Celle-ci s'est engagée au cours des cinq prochaines années à intensifier ses interventions pour l'accélération du processus d'intégration des économies de la sous-région et à promouvoir un développement respectueux de l'environnement, grâce à des outils de financement innovants. Le plan stratégique s'inscrit dans une perspective de modernisation de la banque, « qui devrait améliorer la qualité de sa signature à l'international et accroître ses capacités à lever des ressources diversifiées et à des taux concessionnels, en faveur des opéra-



teurs économiques », précise la BDEAC.

Plusieurs projets intégrateurs attendent la contribution financière de la banque et de la mobilisation de ses partenaires. Parmi ceux-ci figure le projet de la construction de la route Brazzaville-Bangui-N'Djamena, censé relier le Congo, la Centrafrique et le Tchad. Estimé à 1,7 milliards dollars, soit environ 955,4 milliards de FCFA,

le projet de la route bitumée comprendra quelque 1.310,311 km de corridor, 25,17 km de pénétrantes et 49,07 km de voiries.

Cet ambitieux projet comprendra également la construction et le bitumage des tronçons de route en terre Ouesso-Bétou (Congo), Bétou-Mbaiki, et Bossembélé-Mbaikoro (RCA-Tchad), ainsi que la réhabilitation des tronçons de routes bitumées Mbaiki-Bangui et

Bangui-Bossembélé (RCA).

En effet, la vision des dirigeants de la sous-région est de favoriser l'accroissement des échanges économiques Inter-États ; l'accès direct aux ports de Pointe-Noire où pourront transiter les marchandises en provenance et à destination de la Centrafrique et du Tchad ; la mise en valeur des ressources naturelles et des richesses minières de la région d'Afrique

centrale ; le désenclavement de certaines zones inaccessibles et la réduction de la pauvreté.

Outre le bitumage du corridor Brazzaville-Bangui-N'Djamena, le projet du barrage de Chollet, à la frontière entre le Cameroun et la République du Congo, une centrale hydroélectrique d'une capacité de 600 MW, constitue un accélérateur d'intégration économique.

La BDEAC est aussi engagée à financer les entreprises et le secteur privé, à l'instar des projets l'installation de l'usine des produits pharmaceutiques à Ollombo, dans le département des Plateaux ; la construction de la plateforme touristique sur le fleuve Congo ; la construction et l'équipement d'un centre de formation à Pointe-Noire ; le financement de l'étude des travaux de réhabilitation de la route nationale n°2 au Congo ; le financement de l'extension et la diversification des activités industrielles de la société Global développement S.A (Globaline) à Pointe Noire et Brazzaville...

Fiacre Kombo

FÊTE DE FIN D'ANNÉE

Gérald Matsima en symbiose avec sa base

Le député de la première circonscription électorale de Baongo, Gérald Préférence Matsima-Kimbembé, a remis le 28 décembre à la paroisse Saint-Pierre-Claver, des kits alimentaires à près de 600 personnes vulnérables issues des quartiers 24, 28, 29-1 et 2.

Composé, entre autres, de poulets, huile, tomates, oignons et riz, ce kit alimentaire a été positivement apprécié par des bénéficiaires, surtout des veuves et autres femmes issues des milieux défavorisés. S'exprimant au nom des bénéficiaires, chef du quartier 24, Gilbert Kokani a eu des mots justes pour remercier le bienfaiteur. « Nous sommes très heureux, c'est un sentiment de joie qui nous anime. Nous en profitons pour remercier le député pour ce geste combien symbolique et important en pleine fin d'année. C'est le énième geste et nous osons croire qu'il va continuer dans cette lancée. Toutes les conditions sont réunies et nous sommes très contents au nom de la population du quartier 24 », a-t-il déclaré.

Comme cela est devenu une tradition, le député de l'Union des démocrates humanistes

(UDH-Yuki), a offert, dans le cadre de la fête de Noël, des jouets à un échantillon d'enfants de sa circonscription électorale. La rencontre du 29 décembre qui a duré près de deux heures avec les personnes vulnérables est venue consolider le lien existant entre l'élu du peuple et sa base.

« Je leur souhaite les meilleurs vœux et que la santé et la prospérité les accompagnent. C'est un geste de solidarité d'abord, parce que nous sommes en période de fêtes. Qui dit fête, dit partage. Donc, je me suis dit qu'avec le peu de moyens dont je pouvais disposer, pourquoi ne pas le partager avec ma population, d'où ce geste. Nous avons commencé avec la Noël où nous avons pris un échantillon de la population, aujourd'hui nous avons pensé aux veuves, aux personnes assez défavorisées



Le député Matsima remettant un kit alimentaire à une veuve/Adiac

qui sont alitées dans notre circonscription pour leur partager le peu que nous avons pu avoir », a expliqué le député Gérald Préférence Matsima-Kimbembé.

Elu pour la première fois en 2017, le député de Baongo-1, deuxième arrondis-

sement de Brazzaville, a été réélu au premier tour des élections législatives du 10 juillet dernier pour le compte de l'UDH-Yuki. Gérald Préférence Matsima-Kimbembé a, entre autres, à son actif, réhabilité le bâtiment scolaire de l'école primaire M'biémo

1. Dans le cadre de la rentrée scolaire 2022-2023, il a offert des fournitures scolaires à quatre écoles publiques de sa circonscription. Il s'agit notamment de l'école primaire Solidarité, des écoles Mbiémo 1 et 2 et ainsi que le collège Auguste-Bintsindou.

Parfait Wilfried Douniama

L'HONORABLE ANDRÉ NYANGA ELENGA, DEUX ANS DÉJÀ (25 AOÛT 1957 – 30 DÉCEMBRE 2020)

Marié et père de famille, l'honorable André Nyanga Elenga était député de la circonscription unique de l'Île Mbamou, département de Brazzaville.

Cet ingénieur en chef des mines convertit aux fonctions managériales était titulaire d'un diplôme d'ingénieur des mines obtenu à l'Institut supérieur des mines de Leningrad (actuel Saint Pétersbourg), en URSS (Actuelle Russie) en 1985, et d'un Certificat spécialisé en pollutions industrielles obtenu à l'Université d'Etat de Gent, Belgique, en 1990.

A son retour au Congo en 1985, André Nyanga Elenga intègre la fonction publique en novembre de la même année et il est



affecté au ministère des Mines et de l'Energie.

Après avoir occupé les postes chef de bureau des minerais solides au ministère des Mines de 1986 à 1988, de chef de service des établissements classés au même ministère de 1988 à 1991, de directeur des Pollutions et des Nuisances au ministère de l'Environnement de 1991 à 1994, d'attaché à l'Environnement au cabinet du président de la République de 1997 à 1998, de conseiller à l'Environnement du ministre du Tourisme et de l'Environnement de 1998 à 1999, M. André Nyanga Elenga a rejoint le ministère du Travail et de la Sécurité sociale où il a été nommé directeur général de l'Office national de l'emploi et de la main d'œuvre (Onemo)

en juillet 1999. Après 20 ans passés à la tête de cet office, André Nyanga n'a laissé dans la mémoire de ses collaborateurs que de bons souvenirs.

Il a, par ailleurs, été élu deux fois vice-président, région Afrique de l'Association mondiale des services d'emploi publics et président de l'Association africaine des services d'emploi publics de 2012 à 2018.

André Nyanga Elenga a vécu une bonne vie. Nous savons tous que ses bonnes œuvres, ses bons rapports avec les autres et sa conception de la vie faite de sagesse et respect n'auront pas été vains. Ils ne peuvent que le conduire vers une vie de beauté, de soulagement et de repos serein dans les milieux paradisiaques, auprès de Dieu le Père.

Toujours soucieux de l'intérêt et du bien-être de tous, André Nyanga Elenga était un coffret de valeurs.

Il était un époux, un père, un frère, un grand-père, un ami, un chef merveilleux...

Durant ses six ans à Leningrad, il était un grand activiste et militant de l'UJSC-JP en occupant le poste de premier secrétaire au niveau de l'institut supérieur des mines.

Ses qualités humaines et son altruisme, son amitié fidèle et inconditionnelle lui ont valu le mérite d'une carrière politique exemplaire couronnée par son élection répétée en qualité de député de la circonscription unique de l'île Mbamou en 2012 et en 2017 pour le compte du Parti congolais du travail (PCT).

Il était également président du Comité du PCT de l'Île Mbamou et membre du Comité central dudit parti.

L'honorable André Nyanga Elenga a vraiment réussi sa vie ; il a su aimer et profiter de chaque instant comme écrivait Pierre De Ronsard.

L'honorable André Nyanga Elenga est parti. Sa mort est un enseignement qu'il donne à ses proches.

Il laisse, sur le quai de la vie, de nombreux orphelins : parents, amis, camarades et mandants ahuris qui ne savent où trouver la substitution.

Aujourd'hui, deux ans après, nous devons accepter sa mort et le laisser partir car « nous savons, du reste, que toutes choses concourent au bien de ceux qui aiment Dieu, de ceux qui sont appelés selon son dessein » disent les écritures dans Romains 8 :28.

Nous devons faire notre deuil et le laisser partir en paix. Il nous faut accepter que la mort fait partie du chemin de la vie. Elle le continue et nous devons la concevoir comme une étape de notre destinée personnelle.

Cependant, la mort ne peut effacer tous nos beaux souvenirs et nos belles pensées pour lui.

Martice Elenga, son frère cadet

VIE DES PARTIS

Le Comité central du PCT se réunit à Brazzaville

La quatrième session du Comité central du Parti congolais du travail (PCT) qui se tient les 29 et 30 décembre, à Brazzaville, a inscrit à son ordre du jour plusieurs points dont le programme d'activités et le budget exercice 2023, ainsi que le comblement du bureau politique.

Le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, dans son discours d'ouverture, a rappelé que le parti a gagné, à l'issue des élections législatives et locales de 2022, 111 sièges à l'Assemblée nationale sur les 151 pourvus, soit 73,51%, et 650 sièges dans les conseils locaux sur les 1154 pourvus, soit 56,32%. Selon lui, le premier mérite de ce résultat encourageant revient aux militants du PCT qui se sont massivement mobilisés, sous l'orientation du Comité central.

Outre le triomphe aux élections législatives et locales, le Comité central s'était assigné, a-t-il poursuivi, d'autres objectifs déterminants visant à dynamiser le parti, à consolider ses relations avec les partis amis et le mouvement associatif et à assurer le suivi de l'action publique. « En 2023, pour renforcer la résilience de notre parti en vue d'une contribution plus accrue au processus de développement de notre pays, les défis à relever sont tout aussi majeurs que ceux que nous venons d'affronter », a-t-il précisé.

Parmi les défis qui attendent le PCT, il a cité la victoire aux élections sénatoriales. Le but étant de consolider sa position dominante à la chambre haute du Parlement. Pierre Moussa a aussi parlé de la redynamisation du parti et de ses unions catégorielles par la restructuration des organes intermédiaires et de base en fin de mandat et le comblement des organes fédéraux démembrés. La définition des mécanismes innovants permettant l'autonomisation du financement du parti ; la formation des membres du parti ; la consolidation des alliances et le suivi de l'action publique sont autant de défis à relever en 2023.

« Notre action y afférente doit se mener dans l'unité, la cohésion et la discipline. C'est à ce prix que nous parviendrons à réaliser nos ambitions », a-t-il indiqué.

Composé de 727 membres, le Comité central est l'organe dirigeant du parti dans l'intervalle des congrès. Il est collégalement responsable devant le congrès de l'exécution des décisions arrêtées par ce dernier. En effet, le Comité central étudie, discute et sanctionne les rapports du bureau politique et ceux de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation.

Parfait Wilfried Douniama

MÉDIAS

L'UE réitère son appui aux organes de presse congolais

Le chef de délégation adjoint de l'Union européenne (UE), Torben Nylsson, a réitéré l'engagement de son institution à accompagner les professionnels des médias au Congo dans leur lutte pour la liberté de communication.

Torben Nylsson, a réitéré l'engagement de l'UE à l'occasion d'une audience que lui a accordée le vice-président du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), Jean-Pierre Ngoma, le 29 décembre à Brazzaville.

« C'est en septembre dernier que j'ai pris fonction. Je suis en train de rencontrer tous nos partenaires. Aujourd'hui, avec le CSLC, il était question d'une réunion de courtoisie, de prise de contact », a indiqué le diplomate de l'UE.

« En 2021, on a eu à travailler avec le Conseil, lors du séminaire de renforcement de capacité des médias indépendants, à soutenir des élections justes et pacifiques. L'UE va continuer à accompagner le Congo dans tout ce qui concerne la liberté de communication, en vue de promouvoir sa meilleure prise en compte », a-t-il poursuivi.

Les deux personnalités ont fait l'état des lieux de la situation actuelle, en matière de liberté de communication au Congo, une question à laquelle l'UE attache beaucoup d'importance, a rappelé Torben Nylsson.

Institué en 2016 par la Constitution du 25 octobre, le CSLC en tant qu'autorité administrative, indépendante chargée de réguler la liberté de communication, a pour mission de garantir aux citoyens le libre accès à l'information et à la communication ; suivre les médias et assurer leur protection contre les menaces et entraves dans l'exercice de leurs fonctions d'information libre et complète.

Lopelle Mboussa Gassia

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Des cadres formés aux droits humains

Le président de la Haute autorité de lutte contre la corruption (Halc), Emmanuel Ollita Ondongo, a patronné le 29 décembre à Brazzaville la session de formation de ses agents sur « Les droits humains et lutte contre la corruption au Congo ».

L'objectif général de la formation est d'améliorer les connaissances des cadres de la Halc sur les droits humains et l'évaluation des politiques pour renforcer la lutte contre la corruption. Il s'agit d'édifier les cadres sur le lien entre les droits humains et la lutte contre la corruption, de faire acquérir des connaissances aux cadres de la Halc sur l'approche ayant pour base les droits humains et son intérêt pour la lutte contre la corruption.

La formation a permis également aux participants d'acquérir des connaissances sur l'évaluation des politiques publiques et leur intérêt pour la lutte contre la corruption. Il a été question pour la Halc de questionner les approches adoptées pour lutter contre la corruption en se référant à l'approche fondée sur les droits humains et l'évaluation des politiques publiques.

Les enseignements ont été donnés en un jour par l'expert international Daniel Mikayoulou et Françoise Mianda, conseillère principale au haut-commissariat aux droits de l'homme. Les participants ont bénéficié également des travaux de groupe et des échanges d'expériences sur le

thème choisi.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du ministre du Contrôle d'Etat en charge de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs, Rosaire Ibara, ainsi que du coordonnateur résident par intérim du système des Nations unies au Congo, Alexis Lucien Manga.

Le président de la Halc a présenté à cette occasion son institution, créée le 7 février 2019 en vue de lutter contre la corruption au Congo, ce fléau qui est dans tous les domaines. Selon lui, pour que le pays atteigne l'émergence, il faut un changement de comportements et un détachement définitif de la culture du gain facile, laquelle favorise l'enracinement de la corruption et d'autres antivaleurs.

Alexis Lucien Manga, de son côté, a déploré l'impact négatif de la corruption qui constitue une menace pour le développement d'un pays et entrave l'accès de la population à la justice et aux services sociaux de base : les soins de santé primaire, l'éducation et une alimentation suffisante.

D'après une étude de l'Organisation mondiale de la santé, 50% des femmes placées dans des

maternels dans un pays asiatique devraient payer des pots-de-vin pour avoir un médecin présent lors de l'accouchement et 70% d'autres devraient payer pour être autorisées à voir leurs bébés. « L'avant-propos de la Convention des Nations unies contre la corruption, ratifiée par la Congo, en établissant d'emblée que la corruption sape la démocratie et l'Etat de droit, entraîne des violations des droits de l'homme », a-t-il indiqué.

Il a assuré le gouvernement que la lutte contre la corruption fait partie des priorités nationales du Programme des Nations unies pour développement et se trouve au cœur des revendications sociales de la population et des actions de plaidoyer des organisations de la société civile, du secteur privé ainsi que des partenaires techniques et financiers. En rappel, le Congo avait été classé 162e sur 180 avec un score de 21 points sur 100 en 2021 sur l'échelle de l'indice de perception de la corruption de Transparency international en matière de corruption. Plusieurs études ont dénoncé la pratique de la corruption dans le secteur public ou privé de l'Etat.

Lydie Oko

VIE ASSOCIATIVE

Bantu culture souffle ses trois bougies

La célébration du troisième anniversaire de l'association Bantu Culture (BC), la semaine dernière, a porté essentiellement sur une journée portes ouvertes avec pour thème « La culture et les arts au service du développement durable ».

L'activité a permis la sensibilisation des jeunes aux questions liées au patrimoine culturel et à l'apport de la culture ainsi que les arts au service du développement durable, par les panélistes Chérel Otsamigui, le Dr Stanislas Fortuné Okana et Yannick Essengué.

Dans son exposé portant sur l'un des axes du thème, « La culture et les arts au service du développement durable », le président de BC, Chérel Otsamigui, a fait savoir aux jeunes que le secteur culturel crée beaucoup d'emplois, mentionnant que l'un des combats de son association est de donner l'occasion à la jeunesse d'apprendre les métiers de la culture. Pour sa part, le Dr Stanislas Fortuné Okana, écrivain, enseignant-chercheur chargé des cours à l'Université Marien Ngouabi, a centré son exposé sur l'esquisse de définition des activités artistiques et culturelles, la typologie des activités artistiques et culturelles, les avantages des activités artistiques et culturelles : sur les plans intellectuel et physique... Pour cet auteur de quatre ouvrages parmi lesquels « Qui sème des illusions récolte le chagrin », une pièce de théâtre parue aux éditions



Les panélistes/Adiac

L'Harmattan, Paris, en 2021 ; et « Les semences éternelles », poésie en cours de parution aux éditions L'Harmattan, Paris, ces activités présentent plusieurs avantages tant sur le plan physique qu'intellectuel. Elles favorisent l'autodiscipline, la persévérance.

Quant à Yannick Essengué, dernier panéliste, l'identité culturelle, c'est l'ensemble des caractères qui permettent aux Bantous de se définir, de s'exprimer, de communiquer et donc d'être en relation avec le monde qui les entoure.

BC est une association à but non lucratif. Créée en décembre 2019 par des jeunes journalistes culturels,

artistes et étudiants, elle participe à la conservation et la promotion du patrimoine culturel, matériel et immatériel des peuples bantous. Elle a pour missions de promouvoir les potentialités de la culture bantoue au niveau national et international ; promouvoir des sites d'expositions des œuvres patrimoniales bantoues ; aider les artistes à se faire connaître et de vivre à travers leur art ; participer au développement personnel des jeunes talents... BC organise, entre autres, des conférences, soirées culturelles, festivals, rencontres littéraires, expositions, visites culturelles...

Bruno Okokana

RÉTROSPECTIVE

L'année 2022 en quelques événements marquants dans le monde

Conflit en Europe, contestation en Iran, espoirs de paix en Ethiopie... Quelques événements marquants de l'année 2022 dans le monde.

Guerre en Ukraine

Le 24 février, Vladimir Poutine entre en guerre contre l'Ukraine, plongeant le monde dans une crise inédite depuis la fin de la Guerre froide. Face aux pays de l'Otan qui affichent leur soutien à l'Ukraine, le président russe agite le spectre de l'arme. La guerre entraîne le plus important afflux de réfugiés en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et coûte la vie à des milliers de soldats et de civils. Les Occidentaux infligent à la Russie des sanctions économiques, durcies au fil du temps, tout en livrant des armes à l'Ukraine qui obtient aussi le statut de candidat à l'Union européenne (UE).

Les troupes russes renoncent au début de l'invasion à encercler la capitale, Kiev, où le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, incarne la résistance du pays, s'adressant quotidiennement aux dirigeants mondiaux pour réclamer leur soutien.

La guerre fait aussi planer la menace d'une crise alimentaire mondiale, en raison du blocus maritime imposé par la Russie en mer Noire. Un accord conclu en juillet permet à l'Ukraine de progressivement recommencer à exporter son abondante production de céréales.

Une inflation tirée par la crise énergétique

La flambée des prix, amorcée en 2021 par la désorganisation des chaînes de distribution combinée à la forte demande de produits et services essentiels au redémarrage des économies après le covid, accélère en 2022. L'inflation atteint 10,1% en novembre dans la zone euro. 8% au quatrième trimestre dans les pays du G20, grevant la croissance dans le monde en faisant monter les coûts de production des entreprises. Elle est alimentée par la guerre en Ukraine qui plonge l'Europe dans une profonde crise énergétique. «L'économie mondiale subit sa plus grave crise énergétique depuis les années 1970», souligne l'Organisation de coopération et de développement économiques. La guerre fait également monter les cours des céréales, et par ricochet la nourriture du bétail.

En raison des restrictions sanitaires liées au covid-19, les pénuries de puces électroniques, fabriquées majoritairement à Taïwan, ralentissent aussi de nombreux secteurs. Pour maîtriser l'inflation, la Banque centrale américaine relève ses taux directeurs depuis mars, atteignant désormais son niveau le plus élevé depuis 2007, la Banque centrale européenne lui emboitant le pas.

Événements climatiques extrêmes

L'année 2022 voit se multiplier les catastrophes liées au réchauffement climatique. L'été est le plus chaud jamais enregistré en Europe, provoquant sécheresse et incendies (plus de 660 000 hectares de forêts brûlés de janvier à la mi-août dans l'UE). Au moins 15 000 décès sont direc-

tement liés à cette chaleur sur le vieux continent, selon l'Organisation mondiale de la santé.

La Chine bat également des records de chaleur en août et la sécheresse menace de famine la Corne de l'Afrique. Incendies et déforestation atteignent de nouveaux records en Amazonie brésilienne. Au Pakistan, des inondations historiques liées à une mousson hors norme tuent plus de 1 700 personnes et déplacent huit millions de personnes alors qu'un tiers du pays est sous l'eau.

Si les projections pour cette année se confirment, les huit années de 2015 à 2022 seront les plus chaudes jamais enregistrées, s'alarme l'Organisation météorologique mondiale.



Après des négociations difficiles, la conférence de l'Organisation des Nations unies sur le climat (COP27) se termine le 20 novembre à Charm el-Cheikh, en Egypte, avec un compromis sur l'aide aux pays pauvres affectés par le changement climatique, mais aussi sur un échec à fixer de nouvelles ambitions pour la baisse des gaz à effet de serre.

Mi-décembre, plus de 190 Etats adoptent un accord historique à Montréal pour tenter d'enrayer la destruction de la biodiversité et de ses ressources. L'accord prévoit une feuille de route visant notamment à protéger 30% de la planète d'ici 2030.

Révolte anti-voile en Iran

Le 16 septembre, Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, décède à l'hôpital, trois jours après son arrestation par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire de la République islamique, imposant aux femmes le port du voile en public. Sa mort déclenche une vague de manifestations à travers l'Iran, sans précédent depuis la

Révolution islamique de 1979. Les jeunes femmes sont à l'avant-garde de la contestation, certaines retirant et brûlant leur foulard en défiant les autorités sur des vidéos.

Les manifestations pour la liberté des femmes se transforment en un mouvement plus large dirigé contre le régime islamique, gagnant les rues, les universités et les écoles, malgré la répression.

Début décembre, le pouvoir fait un geste envers les manifestants, en annonçant la dissolution de la police des mœurs. Mais dans la foulée, l'Iran exécute par pendaison deux jeunes hommes condamnés en lien avec les manifestations.

Chine : sacre de Xi Jinping et contestation du «zéro covid»

Le président chinois, Xi Jinping, est reconduit en octobre à la tête du Parti communiste, à l'occasion du 20e congrès du PCC, s'entourant de fidèles alliés pour

Destins contrastés de l'extrême droite

Après quatre années au pouvoir, le président d'extrême droite du Brésil, Jair Bolsonaro, est battu de justesse par l'icône de la gauche, Luiz Inácio Lula da Silva, à l'élection présidentielle du 30 octobre, au terme d'une campagne délétère. Lula, qui avait connu la prison pour corruption (2018-2019) avant de voir ses condamnations annulées par la justice, effectuera officiellement son retour au sommet de l'Etat brésilien le 1er janvier 2023. Son succès semble consacrer le retour en puissance de la gauche en Amérique latine.

En Europe, en revanche, les ultra-conservateurs engrangent des succès retentissants aux élections législatives dans plusieurs pays, à commencer en avril par la quatrième victoire d'affilée du parti du dirigeant nationaliste hongrois, Viktor Orbán.

En France, le Rassemblement national

devenir le dirigeant le plus puissant de la Chine moderne. Il s'observe une rivalité exacerbée avec les Etats-Unis. Les tensions dans le détroit de Taïwan atteignent leur plus haut niveau depuis des années, à la suite de la visite de la présidente de la Chambre américaine des représentants, Nancy Pelosi, début août dans l'île autonome. La Chine procède en représailles à des manœuvres militaires terrestres et maritimes sans précédent depuis le milieu des années 1990.

La stratégie «zéro covid» du pays, entraînant des confinements de quartiers ou villes entières dès l'apparition de foyers, déclenche fin novembre des manifestations d'une ampleur inédite depuis des décennies. Les autorités décrètent en décembre un allègement général des règles sanitaires pour apaiser la colère populaire et redresser une économie chancelante. Fin décembre, la Chine annonce qu'elle mettra fin, le 8 janvier, aux quarantaines obligatoires à l'arrivée dans le pays, dernier vestige de sa stricte politique sanitaire du «zéro covid».

(extrême droite) de Marine Le Pen réalise une percée historique en juin, devenant le premier parti d'opposition à l'Assemblée nationale, où le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, perd la majorité absolue.

Le parti nationaliste et anti-immigration, les Démocrates de Suède est le grand gagnant des élections de septembre, devenant la deuxième force politique du pays.

En Italie, Giorgia Meloni remporte une victoire historique en septembre avec son parti post-fasciste Fratelli d'Italia, et est nommée en octobre chef de gouvernement.

Espoir de paix en Ethiopie

Après deux ans de conflit, le gouvernement fédéral éthiopien et les autorités rebelles de la région du Tigré (Nord) signent, le 2 novembre à Pretoria, en Afrique du Sud, un accord de cessation des hostilités, censé mettre fin à une guerre décrite par des organisations non gouvernementales comme l'une des plus meurtrières au monde. Après cinq mois de trêve, les com-

bats avaient repris fin août.

Le conflit opposant depuis novembre 2020 l'Éthiopie, appuyée notamment par des forces de l'Érythrée voisine, aux autorités rebelles du Tigré a été marqué par de possibles crimes contre l'humanité commis par toutes les parties selon l'Organisation des Nations unies. Il a déplacé plus de deux millions d'Éthiopiens.

Outre un désarmement des rebelles, l'accord de paix doit notamment permettre l'acheminement d'aide humanitaire au Tigré, quasiment coupé du monde et dont les six millions d'habitants sont privés de nourriture et de médicaments depuis plus d'un an.

Le premier convoi d'aide depuis fin août arrive le 16 novembre.

Le Qatar hôte critiqué du Mondial 2022 par les Occidentaux

L'organisation du Mondial 2022 au Qatar, du 20 novembre au 18 décembre, entraîne un déluge de critiques sur le petit Etat du Golfe. Le premier pays arabe à organiser l'événement est mis en cause par les Occidentaux à propos du traitement des travailleurs étrangers, des femmes, de la climatisation de ses stades à l'heure du réchauffement climatique...

Le sort des travailleurs migrants - rouages essentiels d'un pays où les Qataris ne représentent que 10% d'une population de trois millions d'habitants - est pointé du doigt. Certains médias avancent le chiffre de milliers de morts sur les chantiers, bilan que Doha dément. Une eurodéputée grecque, qui détenait à son domicile bruxellois des sacs de billets de banque, est mise en cause dans un retentissant scandale de corruption impliquant le Qatar.

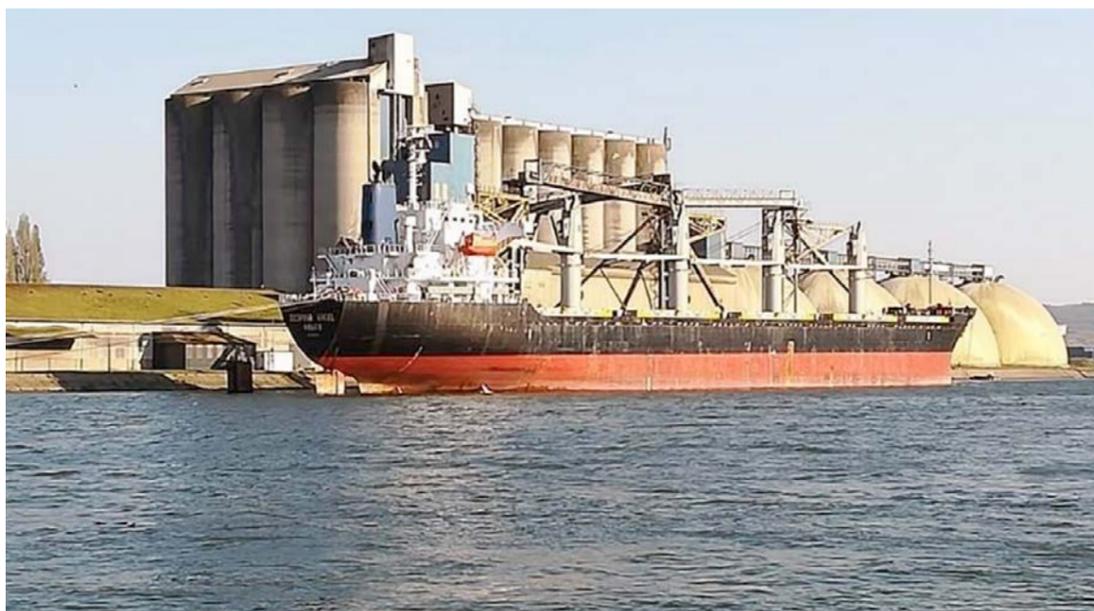
Le 18 décembre, après 36 ans d'attente, 120 minutes et une séance de tirs au but, l'Argentine décroche sa troisième étoile face à la France, tenante du titre.

L'année 2022 ou la menace d'apocalypse

C'est début octobre, au moment où le conflit en Ukraine s'enlise, que le président américain, Joe Biden, à la tête du seul pays ayant utilisé l'arme atomique en temps de guerre, évoque le risque d'une «apocalypse» nucléaire. Il réagissait aux menaces du président russe, Vladimir Poutine, d'utiliser l'arme fatale en Ukraine dont l'invasion le 24 février aura bouleversé l'ordre géopolitique et la stabilité mondiale. D'aucuns évoquent la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale et craignent même une troisième. Le risque d'une catastrophe est également dans tous les esprits au moment où la centrale nucléaire de Zaporijjia en Ukraine, la plus grande d'Europe, est dangereusement la cible de tirs.

«Qui que ce soit, arrêtez cette folie!», exhorte mi-novembre le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Rafael Grossi, au moment où Russes et Ukrainiens s'accusent mutuellement d'être responsables des tirs.

Dans un rapport annuel, la Global Challenges Foundation, un centre de recherche suédois, estime que le risque d'un recours



à l'arme nucléaire n'a jamais été aussi fort que depuis 1945 lorsque les Etats-Unis bombardèrent Hiroshima et Nagasaki, au Japon. Toute éventuelle frappe nucléaire russe concernerait sans doute une petite arme «tactique» mais les experts redoutent l'escalade.

Dans ce contexte d'anxiété généralisée et d'un monde déjà à cran après l'épidémie de covid-19 et la flambée de l'inflation, la planète a dépassé en 2022 le seuil des 8 milliards d'habitants. Et elle est menacée d'une catastrophe d'un autre type: celle du réchauffement de la Terre.

Pour autant, tout n'a pas été pour le pire cette année alors que des campagnes de vaccination massives ont permis de, peut-être, tourner la page de l'épidémie de covid-19, l'Organisation mondiale de la santé estimant récemment qu'au moins 90% de la population mondiale présente une forme d'immunité.



L'un des plus ardents critiques du pessimisme ambiant, Steven Pinker, de l'université Harvard, relève que, globalement, la violence a drastiquement diminué dans le monde au cours des temps modernes.

Et, dans l'un des derniers grands événements mondiaux de l'année, la COP15 de Montréal sur la biodiversité a accouché le 19 décembre d'un accord sans précédent sur la sauvegarde de la nature.

Après une année de désastres climatiques, beaucoup reste à faire

Inondations, sécheresses, vagues de cha-

leur : l'année 2022 a illustré les ravages du changement climatique ainsi que les efforts immenses qui restent à accomplir pour espérer le garder sous contrôle. Elle reste parmi les années les plus chaudes sur le globe, avec tous les phénomènes qui vont avec les températures plus élevées : vagues de chaleur, pluies intenses, inondations et sécheresse.

Sur le front politique, ce constat accablant a servi de toile de fond à la COP27 sur le climat au mois de novembre en Égypte, dont les résultats ont été mitigés, laissant beaucoup de points à régler d'ici à la prochaine édition dans un an.

La grande conférence internationale a acté le principe de la création d'un fonds financier spécifique pour la compensation des dégâts causés par le changement climatique déjà subi par les pays les plus pauvres, qui doit maintenant être mis sur les rails. En revanche, aucune nouvelle

atteindre, les trajectoires actuelles tendant vers un réchauffement bien plus prononcé.

Mais le climat s'invitera aussi aux réunions de printemps et surtout d'automne de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, la dernière COP ayant débouché sur une demande formelle de regarder le système financier international et de revoir le rôle des institutions financières internationales. Entre ces deux rendez-vous, Paris devrait accueillir un sommet pour «un nouveau pacte financier» avec les pays vulnérables, a annoncé le président français, Emmanuel Macron, qui veut faire cause commune avec Mia Mottley, Première ministre de la Barbade.

La géopolitique impose son tempo au marché des céréales

L'année 2022 a vu le marché mondial des céréales entrer dans une ère d'incertitudes, bouleversé par une guerre sur le sol européen qui a mis en lumière la fragilité des systèmes alimentaires.

Cette année des extrêmes est considérée hors norme pour les analystes du marché qui s'attendent pour 2023 au maintien d'une forte volatilité et à des prix potentiellement soutenus par le retour aux achats de la Chine, qui lève ses restrictions sanitaires.

En 2022, les prix du blé - et donc du pain - ont fluctué dans le contexte déjà tendu de la reprise post-covid qui avait déjà enflammé les prix de l'énergie et des engrais. La guerre en Ukraine, super-puissance agri-

ambition n'a été actée pour la baisse des émissions de gaz à effet de serre et seule une trentaine de pays a relevé ses ambitions cette année.

La COP28, qui se tiendra dans un an à Dubaï, sera la prochaine étape vitale pour rehausser les ambitions sur la réduction des gaz à effet de serre. Elle sera aussi l'occasion de publier un bilan mondial très attendu pour faire le point sur les engagements des pays à tenir les objectifs de l'accord de Paris, qui vise à contenir le réchauffement bien en dessous de 2 °C et si possible à 1,5 °C. Une limite difficile à

cole, à elle seule, a mis en péril plus d'un quart du commerce mondial des céréales et mis en lumière la fragilité du système alimentaire mondial.

Le scénario du pire, avec ses «ouragans de famine» redoutés par l'Organisation des Nations unies, a cependant été évité en 2022 mais la facture mondiale des importations alimentaires devrait bondir de 10% en 2023 selon la FAO. Les pays fragiles, au premier rang desquels l'Afrique subsaharienne, «paieront plus pour avoir moins», alerte l'agence onusienne.

Julia Ndeko avec AFP



CANAL+

LE SUPER CADEAU !

— 30 JOURS —
OFFERTS*

A TOUT CANAL+



LA FÊTE CONTINUE !

  **92 92**
(COUT D'UNE COMMUNICATION LOCALE
SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)
 **CANAL+ CONGO**

*Offre valable jusqu'au 31/12/2022. Pour tout réabonnement.
Bénéficiez de la formule **TOUT CANAL+** offerte pendant 30 jours.
Voir conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.

CONCOURS DE DANSE

«Mopacho», une création congolaise

Le lancement officiel du concours de danse « Mopacho challenge national » a eu lieu le 28 décembre sur toute l'étendue du territoire national afin de mieux la valoriser. À Brazzaville, dans l'arrondissement 2 Baongo, seize jeunes artistes congolais l'ont démontrée.

Les jeunes artistes ont chacun exécuté le Mopacho en une dizaine ou une trentaine de minutes, bougeant toutes les parties du corps, à savoir Pieds, mains, reins, jambes, tête, ... Cette danse s'accomplit en toute souplesse. Sourire aux lèvres tout en dansant, les candidats ont démontré leur savoir-faire.

Le concours est organisé par le ministère de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, dans tous les chefs-lieux de département et arrondissements de Brazzaville et de Pointe-Noire. La danse Mopacho est exécutée non seulement dans le pays mais aussi à l'international. Elle est aujourd'hui, à travers les réseaux sociaux, dansée en Chine, en France, en Espagne, aux Etats-Unis, en Afrique de l'Ouest, de l'Est, centrale...

Peu des gens savent que Mopacho est une danse congolaise, donc un patrimoine national. Voilà pourquoi le ministère de l'industrie culturelle a voulu lui donner le timbre congolais afin qu'à l'international l'on la reconnaisse comme une initiative congolaise.

La danse Ndombolo, par exemple, a commencé ici au Congo mais aujourd'hui elle est considérée comme créée dans un autre pays d'Afrique centrale. De même, la danse Hélico est congolaise mais a été appropriée par un autre pays. Le directeur de cabinet de la ministre en charge de l'industrie culturelle, Lis Pascal Moussodji Nziengui, a fait une historique brève, rappelant que le Mopacho est une danse née dans une rue de Ouenzé, à Brazzaville, et qui par la force d'expansion musicale s'est

imposée partout. Le travail régalién de l'Etat dans ce cas de figure, a-t-il fait savoir, est d'encadrer cette pratique, d'encourager la créativité, de valoriser un patrimoine. Le premier acte de reconnaissance de Mopacho, a-t-il estimé, doit impliquer tout le monde du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, pour renforcer l'unité et redynamiser la vie culturelle sur l'échiquier national comme préconise le chef d'Etat dans son projet de société, «Ensemble poursuivons la marche».

Les énergies, a-t-il assuré, sont mobilisées sur toute l'étendue du territoire national afin de confronter la créativité et l'émulation des jeunes. Le Congo a plein d'artistes aussi bien dans la littérature, la peinture, le théâtre, la photographie que dans la musique et la danse. D'autres initiatives

suiront dans les domaines artistiques variés afin de mettre en exergue la créativité des artistes et confier aux Congolais des loisirs sains.

« Nous célébrons à la fois la créativité mais aussi l'émulation. Les candidats ont bien dansé, le jury a eu du mal à identifier les meilleurs », a indiqué le directeur de cabinet, félicitant tous les candidats au nom de la ministre Lydie Pongault,

Pour sa part, Armand Fortuné Kondo, chef de cabinet de l'administrateur maire de Baongo, représentant le maire, Simone Loubienega, a salué aussi l'initiative. « Notre arrondissement se sent très honoré de la tenue de cet événement. Le Congo regorge des talents dans le domaine culturel dont les produits doivent être valorisés en premier

lieu par nous-mêmes Congolais. Nous saluons cette initiative dont le but est de faire connaître la danse Mopacho, inventée par un compatriote et qui fait partie de notre patrimoine culturel », a-t-il signifié.

La demi-finale et la finale se tiendront à Brazzaville et Pointe-Noire. Les premiers des neuf arrondissements de Brazzaville vont s'affronter le 3 janvier, autant pour les six arrondissements de Pointe-Noire et ceux d'Impfondo, de Dolisie, ... Tous seront à Brazzaville pour célébrer le Mopacho, le 7 janvier, à Canal Olympia, à Poto-Poto. Les meilleurs seront récompensés et pourront participer dans des clips des grands artistes congolais afin de renforcer leur visibilité au plan national et international.

Rosalie Bindika



Ecoute - Qualité - Client

Tél.: 81 88

Email : eqccongo@bgfi.com

www.groupebgfibank.com



BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir

COVID-19

Les voyageurs en provenance de Chine inquiète l'UE

La Commission de l'Union européenne a convoqué, le 29 décembre, une réunion en vue de discuter de possibles mesures pour « une approche coordonnée ».

« La Commission européenne doit discuter de possibles mesures pour une approche coordonnée. À la lumière de la situation de la pandémie en Chine, l'exécutif européen réunira jeudi matin un comité des représentants des ministères de la Santé des Vingt-Sept », a indiqué une porte-parole de la Commission.

L'objectif est de « discuter avec les États membres et les agences européennes (de santé) de l'UE de possibles mesures pour une approche européenne coordonnée », a-t-elle précisé.

En effet, la Chine qui fait face à la plus importante vague de contaminations au monde, inquiète de nombreux pays qui envisagent des restrictions d'entrée pour les voyageurs chinois.

En Europe, l'Italie a décidé « d'imposer des tests obligatoires à tous les voyageurs venant de Chine », confrontée à une explosion des cas de Covid, a annoncé le ministre italien de la Santé.

Alors que l'Italie est envahie de touristes pour les fêtes de fin d'année, les autorités sanitaires, alarmées par la levée des mesures de restriction en Chine, ont décidé de soumettre tous les voyageurs en provenance de ce pays à des tests antigéniques.

La Chine a annoncé la fin de

sa, ont été détectés positifs à la Covid-19. Le gouvernement italien a donc décidé de rendre les tests antigéniques rapides obligatoires pour tous les voyageurs arrivant de Chine, y compris ceux en transit.

Selon le ministre de la Santé, Orazio Schillaci, cette mesure

qui souhaite surveiller l'entrée des touristes chinois, avec des tests ou un certificat de vaccination. Il voudrait des décisions au niveau européen.

Le gouvernement français a assuré « suivre très attentivement l'évolution de la situation en Chine ». Le ministre de la Santé se dit « prêt

n'ont plus aucune formalité à accomplir avant leur arrivée en France, peu importe le pays ou la zone de provenance. Ce texte laisse cependant la possibilité au gouvernement d'imposer, jusqu'au 31 janvier, la présentation d'un test négatif avant l'entrée sur le territoire pour les personnes de plus de 12 ans « en cas d'apparition et de circulation d'un nouveau variant de Covid-19 susceptible de constituer une menace sanitaire grave ».

D'après les dernières recommandations du Conseil européen, publiées le 13 décembre dernier, aucun État membre ne devrait restreindre l'accès à son territoire pour des raisons de santé publique, sauf en cas d'apparition d'un nouveau variant ou d'aggravation de l'épidémie. Ce fut le cas en novembre 2021, lorsque les 27 s'étaient mis d'accord pour fermer leurs frontières extérieures à plusieurs pays d'Afrique australe, après l'apparition du variant Omicron.

Yvette Reine Nzaba

« La Commission européenne doit discuter de possibles mesures pour une approche coordonnée. À la lumière de la situation de la pandémie en Chine, l'exécutif européen a réuni(...) un comité des représentants des ministères de la Santé des Vingt-Sept »

son plan zéro Covid et la réouverture de ses frontières. Les voyageurs en provenance de Chine vont donc pouvoir à nouveau se rendre à l'étranger. Mais cette annonce provoque l'inquiétude de certains pays de l'Union européenne. Selon les autorités Italiennes, depuis le 26 décembre, près de cent touristes chinois, sur les deux cents dix déjà arrivés à l'aéroport de Milan Malpen-

s'avère nécessaire pour garantir la surveillance et l'identification d'éventuels nouveaux variants du virus, afin de protéger la population italienne. Le ministre de la Santé a précisé qu'il était en contact avec les autorités compétentes des autres pays membres de l'Union européenne pour définir une stratégie commune. En Belgique, c'est le maire de la ville touristique de Bruges

à étudier toutes les mesures utiles qui pourraient être mises en œuvre en conséquence, en lien avec les partenaires européens de la France, et dans le cadre juridique qui existe aujourd'hui ».

Depuis le 1er août 2022 et l'adoption de la loi mettant fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, les voyageurs

TRANSPORT AÉRIEN

Les ambitions débordantes de la «Vision 2035» d'Ethiopian airlines

Ethiopian airlines compte renforcer sa domination du ciel africain via un nouveau programme de développement ambitieux, avec des objectifs précis, notamment en termes de taille de la flotte, de destinations, de voyageurs transportés et de chiffre d'affaires de la «Vision 2035» de la première compagnie aérienne africaine.

Le président-directeur général, Mesfin Tassew, a présenté la «Vision 2035» d'Ethiopian airlines, un plan de développement pour consolider davantage la domination du ciel africain par la compagnie. Ce plan de développement contient des objectifs chiffrés et ambitieux: Au niveau de la taille de la flotte, doubler celle-ci en la faisant passer de 140 appareils actuellement à 271 avions en 2035. En ce qui concerne les destinations, renforcer le réseau déjà très dense figurant parmi les cinq premiers au monde. Selon les nouvelles projections, la compagnie compte doubler son réseau en le faisant passer de 131 destinations actuellement à 271 à l'horizon 2035.

Ce plan de développement du réseau sera facilité par la mise en place de l'Open Sky africain, dont 15 pays ont déjà lancé la

phase pilote. Grâce au doublement de son réseau et de sa flotte, Ethiopian airlines table, à l'horizon 2035, sur 65 millions de passagers et de 3 millions de tonnes de fret, pour un volume d'affaires de 25 milliards de dollars. Pour y arriver, la compagnie compte poursuivre sa politique de partenariat stratégique avec les États africains, qui souhaitent lancer leurs propres compagnies aériennes, a fait savoir son PDG. A ce titre, la République démocratique du Congo (RDC) et le Nigeria devraient rejoindre les pays dont les compagnies nationales ont noué des partenariats capitalistiques avec le pavillon éthiopien. Ces deux pays, concentrant environ 25% de la population africaine, pourraient donner une nouvelle impulsion à l'ambition d'Ethiopian. Le PDG d'Ethiopian airlines a

souligné que la réussite du partenariat, qui a permis le développement du transporteur panafricain Asky airlines, créé pour desservir l'Afrique de l'ouest et qui se retrouve aujourd'hui avec un réseau de 25 destinations. Cette compagnie dont 27% du capital est détenu par Ethiopian, qui assure également sa gestion, est l'exemple type de réussite que le transporteur éthiopien souhaite développer dans de nombreux pays africains pour créer des hubs régionaux. Enfin, Ethiopian, détenue à 100% par l'État éthiopien, est aussi l'une des rares compagnies aériennes africaines bénéficiaires. Au titre de l'exercice 2021-2022, la compagnie a réalisé un chiffre d'affaires de 5 milliards de dollars et un bénéfice net de 937 millions de dollars.

Noël Ndong

AFRIQUE

Top 10 des pays ayant reçu le plus de visas d'immigration des États-Unis en 2021

35.776 visas d'immigration ont été accordés aux pays africains en 2021, selon le rapport du Département d'État américain. Les 10 principaux pays bénéficiaires de ce type de visa américain.

Après l'interruption, à cause de la pandémie de Covid-19, les États-Unis ont renoué avec l'octroi des visas d'immigration en 2021. Ainsi, au niveau mondial, 285 069 visas de ce type ont été octroyés aux ressortissants étrangers, afin qu'ils s'établissent sur le territoire américain, dont 111 419 à des ressortissants asiatiques. Pour l'Afrique, 35 776 visas d'immigration ont été accordés aux citoyens des pays africains, soit un peu plus de 12,55% du total des visas d'immigration américains. Les premiers bénéficiaires sont les Nigériens avec 4 990 visas délivrés. Suivent les Marocains avec 3 585 visas d'immigration obtenus en 2021, devant les Camerounais (3 048 visas), les Éthiopiens (2 402 visas) et les Égyptiens (2 230 visas). Viennent après, les Ghanéens (2 216 visas), les Algériens (1 922 visas), les Kenyans (1 612 visas), les Sierra-Léonais (1 481 visas) et les Congolais de la RDC (1 203 visas). Pour demander un visa d'immigration aux États-Unis, un ressortissant étranger doit généralement être parrainé, soit par un citoyen américain, soit par un ou plusieurs membres de la famille d'un résident permanent légal aux États-Unis, soit par un employeur américain potentiel.

Pour certaines personnes, en fonction de leur lieu de naissance, il existe le programme de visa de diversité, qui ne nécessite pas de pétitionnaire. Au niveau mondial, c'est le Mexique, pays voisin des États-Unis, qui arrive au premier rang des bénéficiaires avec 40.597 visas d'immigration délivrés, loin devant la République dominicaine (17 941 visas) et la Chine (18 501 visas).

N.Na.

GOUVERNEMENT

Félix Tshisekedi demande un rapport détaillé sur les performances de chaque ministre

Le rapport qui vise à empêcher au gouvernement de naviguer à vue, devra également, selon le ministre de la Communication, identifier la non-atteinte des résultats attendus et proposés des mesures correctives pour une meilleure mise en œuvre des actions gouvernementales au cours de l'année 2023.

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, a demandé le 28 décembre, au Premier ministre, Sama Lukonde, un rapport détaillé sur les performances de chaque membre du gouvernement.

Après avoir accepté la démission de trois ministres du gouvernement de la RDC, membres du parti politique Ensemble de Moïse Katumbi, le chef de l'Etat veut examiner le rapport des décisions et actes posées par chacun de ses ministres. « En dépit des succès engagés au cours de cette année, le président de la République a demandé au Premier ministre de réaliser, dans les plus brefs délais, les aliassions des actions de réalisation de chacun des membres du gouvernement conformément à leurs lettres de missions respectives, de telle sorte que dans le prochain Conseil des ministres du mois de janvier 2023, un rapport détaillé lui soit pré-



Félix Tshisekedi, lors d'un conseil des ministres DR

senté sur les performances de chaque membre du gouvernement », a indiqué le ministre de la Communication et des médias et Porte-parole du gouver-

nement, Patrick Muyaya, dans le compte-rendu de la réunion du Conseil des ministres. Le ministre Muyaya a également noté que Félix Tshisekedi

a rappelé à l'attention du gouvernement, la nécessité d'une meilleure coordination d'actions gouvernementales basée sur les approches du système

de gestion axé sur les résultats des engagements pris, en vue d'assurer le bien-être des Congolais, ainsi que les progrès socio-économiques du pays. « Il est question de consolider une dynamique de gouvernance qui s'appuie sur l'utilisation des lettres des missions confiées à chaque membre de l'équipe gouvernementale et qui permet de renseigner et d'assurer en temps réel, que les différents objectifs du Programme du gouvernement sont en train d'être peints et que les résultats escomptés sont au rendez-vous conformément aux engagements pris », a précisé le ministre de la Communication, notant que ce rapport devra identifier les ayant attribués la non-atteinte des résultats attendus et proposés des mesures correctives pour une meilleure mise en œuvre des actions gouvernementales au cours de l'année 2023.

Lucien Dianzenza

OHADA

La RDC désormais aux commandes

Le 12 septembre dernier, la RDC a soufflé d'abord la dixième bougie de son adhésion à l'Ohada. Plus de trois mois après, soit le 26 décembre de la même année, le pays a pris la présidence de cette plate-forme pour un mandat d'un an, aux termes du 53e conseil des ministres de l'Ohada tenue à Niamey, la capitale du Niger. Aujourd'hui, l'heure est à l'évaluation avant de dégager des perspectives d'avenir de l'Ohada.

Officiellement, la RDC a déposé les instruments d'adhésion auprès du gouvernement de l'État dépositaire du Traité de Port-Louis, en l'occurrence le Sénégal, un certain 13 juillet 2012. Mais le Traité et les dix Actes uniformes lui rattachés sont entrés en vigueur deux mois plus tard, soit le 12 septembre 2012. Par conséquent, le 12 septembre dernier, le pays a totalisé exactement dix ans au sein de cette structure panafricaine. Autre événement de taille, cette fois plus proche de nous, en décembre 2022, la RDC a pris la présidence de l'Ohada pour un mandat d'une année. Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, devient ainsi le président en exercice de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada) et sa ministre de la Justice, Rose Mutombo, préside à son tour le conseil des ministres de l'organi-

sation qui regroupe 17 pays. En outre, le mandat RD-congolais vient coïncider avec un autre événement : les 30 ans d'existence de l'Ohada.

Loin des réjouissances institutionnelles, beaucoup d'experts attendent des autorités RD-congolaises une véritable réflexion sur la conception même de gouvernance de l'Ohada. En effet, trente ans après, une grande polémique entoure sa situation administrative et financière au point de perturber son bon fonctionnement. Dans cet exercice de réflexion, une attention particulière devrait être accordée sur le mode du système de sa gouvernance dans sa vision initiale afin de la repenser en profondeur. Il est temps que l'on puisse redynamiser cette importante organisation pour qu'elle soit en mesure de répondre aux défis actuels. Bien entendu, la RDC devra à son niveau poursuivre les réformes nécessaires.

Lors de la remise et reprise avec le président du Conseil sortant et ministre de la Justice du Niger, Ikta Abdoulaye, la RDC a levé un coin du voile sur son mandat d'une année. A en croire la ministre de la Justice, Rose Mutombo, il faut bien noter cette coïncidence avec les 30 ans de l'Ohada : « J'attends la prochaine session de notre organisation, à Kinshasa, pour décliner ce que sera notre programme d'actions, pour le grand bien de notre organisation et surtout pour sa redynamisation ».

L'heure du bilan pour la RDC

Dix ans après, de nombreuses voix exigent désormais une évaluation de l'apport de l'Ohada dans la mutation de l'économie rd-congolaise. En effet, il est important de jeter un regard rétrospectif sur le chemin parcouru, insistent-ils, avant de se projeter dans l'avenir. A

l'époque, cette adhésion a été considéré comme un « facteur encourageant » par la Banque mondiale dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires et des investissements. Il convient aujourd'hui d'observer l'usage du nouveau droit par les praticiens des droits, sans oublier l'apport jurisprudentiel édifiant de notre pays, ajoutent-ils. Certains thèmes doivent être mis en exergue, notamment la sécurité des contrats commerciaux, la sécurité processuelle, la gouvernance d'entreprise et même le recouvrement des créances. Et la liste n'est pas exhaustive.

A l'instar d'autres réformes touchant la législation minière, la fiscalité et les télécommunications, l'adhésion à l'Ohada est un long processus qui a connu une participation très active de la Fédération des entreprises du Congo (Fec). Certains analystes économistes vont plus loin en présentant l'acte d'adhésion

comme une mesure essentielle découlant du travail acharné du secteur privé. Créée en 1993, l'Ohada regroupe actuellement 17 pays membres, dont la RDC depuis 2012. Sa mission est d'améliorer la capacité du système juridique dans le traitement des transactions commerciales complexes et de renforcer les liens avec les autres pays membres. Son acte officiel de naissance remonte au 17 octobre 1993, avec une révision enregistrée en octobre 2008 à Québec, Canada. En somme, il s'agit d'une organisation internationale de plein exercice, dotée d'une personnalité juridique internationale qui poursuit une œuvre d'intégration juridique entre les pays membres. En définitive, l'objectif de l'Ohada est la facilitation des échanges et des investissements, la garantie de la sécurité juridique et judiciaire des activités des entreprises. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

KINSHASA

Le gouverneur Ngobila rencontre les nouveaux bourgmestres

Ce premier face à face entre l'autorité urbaine et les autorités municipales a permis une prise de contact et a aussi servi d'occasion pour le maire de la capitale congolaise, de donner des orientations de travail à ses nouveaux collaborateurs conformément à sa vision pour le développement de la mégalopole.

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a échangé, le 28 décembre à l'Hôtel de ville, avec les nouveaux bourgmestres et bourgmestres adjoints des communes, après leur notification par le vice-Premier ministre et ministre en charge de l'Intérieur. Cette rencontre a été une première réunion de prise de contact qui a aussi servi d'occasion pour le maire de la capitale congolaise, de donner des orientations de travail à ses nouveaux collaborateurs conformément à sa vision pour le développement de la mégalopole.

Dans les échanges, le gouverneur Ngobila leur a expliqué leur rôle tant que bourgmestre à la tête de la municipalité, avant de leur signifier que leur régime disciplinaire se trouve dans l'autorité urbaine.

Gentiny Ngobila a aussi instruit

ses nouveaux collaborateurs d'exercer leurs pouvoirs au sein de leurs communes et de ne pas se laisser influencer. Et de les avertir sur le programme axé sur les résultats auquel ils sont soumis. « Vous avez l'obligation de travailler dans une parfaite collaboration afin de relever les défis auxquels font face nos communes. Je vous accorde six mois pour prouver de quoi vous êtes capables. Après ce délai, une évaluation devra intervenir dans le but de remercier ceux d'entre vous qui ne seront pas à la hauteur et qui ne seront pas capables de faire respecter la loi », a averti le gouverneur Ngobila.

Il est, par ailleurs, noté que dans les premiers jours de leur entrée en fonction, l'autorité urbaine compte organiser une



Le gouverneur Ngobila

formation à leur intention. Dans l'entre-temps, le ministre provincial de l'Intérieur, Didier Tenge Te Litho, est instruit en vue d'organiser les remises et reprises pour les mettre en service.

Il est rappelé que ces bourgmestres des vingt-quatre communes de Kinshasa et leurs adjoints ont été nommés par ordonnance présidentielle, pour remplacer d'autres qui ont passé près de quinze ans dans leurs postes. Ces nominations ont suscité beaucoup de réactions tant au niveau de l'opinion qu'au niveau de la ville, avec la bourde du vice-gouverneur Gérard Mulumba, qui s'est plaint de n'avoir pas été consulté ou d'avoir vu ses considérations négligées dans le choix de ces bourgmestres.

Lucien Dianzenza

SUD-KIVU

Le ministre de la Santé déplore l'assassinat d'un médecin par des présumés Mai-Mai

Le ministère de la Santé publique, hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani, a appris dernièrement avec consternation l'assassinat d'un médecin par les rebelles de Mai Mai au village Nalubwe 1, dans le groupement de Kidjara, à la chefferie de Bavira, dans le territoire d'Uvira, précisément, dans la province du Sud-Kivu.

Pour le patron de la santé, il est déplorable de constater ce genre de crime odieux à répétition, dont les professionnels de santé sont victimes innocemment et pris pour cible depuis un certain temps dans cette région.

« Nous condamnons avec véhémence cet acte ignoble perpétré pour la énième fois par des éléments incontrôlés qui ne cessent de semer désolation dans la partie Est de notre Pays », a-t-il martelé tout en ajoutant : « En ce moment douloureux, le Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention présente ses sincères condoléances les plus attristées à la famille, aux collègues ainsi qu'aux proches de l'illustre disparu ».

Toutefois, le ministre de la Santé a réaffirmé son soutien aux forces loyalistes de la République démocratique du Congo qui sont engagées et mobilisées de bien défendre l'intégrité territoriale et d'assurer la sécurité des Congolaises et Congolais contre toute agression ou attaque d'où qu'elle vienne.



Le ministre de la Santé, le Dr Jean-Jacques Mbungani

En vrai patriote, le Dr Mbungani croit dur comme faire que grâce à la détermination de tous, l'Est de la RDC retrouvera sûrement la paix et la stabilité.

Blandine Lusimana

CABINET DU CHEF DE L'ÉTAT

Entrée en fonction des conseillers principaux nouvellement nommés

Une semaine après leurs nominations comme conseillers principaux (CP) au sein du cabinet du Chef de l'État, c'est le 28 décembre 2022 que s'est déroulée la cérémonie de remise et reprise entre les conseillers principaux entrants et sortants dans les différents collèges.

La cérémonie a été présidée par la directrice de cabinet adjointe du chef de l'Etat, Nicole Ntumba Bwatschia. Rappelons qu'à la suite d'une série d'ordonnances rendues publiques le 21 décembre dernier dans la soirée, il a plu au chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de nommer des nouveaux conseillers principaux au sein de son cabinet.

Ils sont au nombre de treize ces nouveaux animateurs des différents collèges, qui ont reçu mandat d'apporter un nouveau souffle dans le cabinet du président Tshisekedi. Cette séance de passation de témoin a eu lieu dans la salle du congrès du palais de la nation, en présence de quelques cadres et agents de l'administration présidentielle.

Parmi les entrants, figure Me Jacquemin Shabani, haut cadre de l'UDPS et désormais nouveau CP au collège politique et processus électoral. Sur la Liste, on retrouve également le Pr Peter Kasongo Batusse, un ancien conseiller au Collège éducation et recherche scientifique, qui prend désormais la tête du Collège agriculture, pêche et élevage. Une femme parmi les heureux promus, en l'occurrence, Catherine Wania, prend les commandes du Collège diplomatique au sein du cabinet présidentiel. À l'issue de cette cérémonie solennelle, le Pr Nicole Ntumba Bwatschia s'est entretenue à huis clos avec la nouvelle équipe. Elle leur a fait un exposé concernant les nombreux défis qui les attendent dans l'exercice de leur nouvelles fonctions.

Alain Diasso

RIROPHONIE 2022

Une journaliste fait une incursion au festival du rire

Présentée sous le nom de scène « Seki 'Sala », la plume culturelle des quotidiens Les Dépêches de Brazzaville et Le Courrier de Kinshasa, Nioni Masela, était l'unique dame à prester sur les planches de la première édition de l'événement humoristique international tenu au Village Chez Ntemba la nuit du 23 décembre.

Humoriste patenté des plateaux d'humour et comedy clubs de RDC, l'organisateur de la Rirophonie, Félix Kisabaka, dit avoir pris le risque de faire jouer Seki 'Sala par curiosité mais a fini par l'estimer. « *Je voulais voir ce qu'elle sait faire. Nous l'avons connue dans un tout autre registre professionnel, en tant que journaliste, je voulais voir ce qu'elle pouvait donner, je suis fier de ce qu'elle a offert. Je vois qu'elle a de l'avenir si elle travaille, prend tout le temps pour apprendre, elle fera mouche* », a-t-il affirmé. Alignée parmi les sept artistes qui ont fait la première partie de Rirophonie 2022, Seki 'Sala y a fait son coup d'essai vendredi dernier. Programmée parmi des jeunes talents dont certains jouissent du mentorat de Félix Kisabaka et s'accoutument déjà à la scène, elle faisait figure d'exception comme seule dame et débutante. Gratifiée par des applaudissements encourageants du public surpris d'apprendre qu'elle signait là sa première à la fin de sa prestation sur les difficultés du transport en commun à Kinshasa qui se révèle un vrai sport à plusieurs disciplines.

Commentant la prestation de

Seki 'Sala, « L'honorable » a mentionné : « *Dans ce métier, il y a peu de dames et tant d'hommes ! Voir une dame monter sur scène fait plaisir; en voir une dans cette programmation m'a fait grand plaisir. Ce qu'elle a donné*

pour un début est appréciable. C'était déjà super de la voir sur scène mais avec plus de travail, elle donnera de meilleurs fruits. Je suis fier de l'avoir vue parce que j'ai appris quelque chose d'elle aujourd'hui comme c'est



Herman Amisi, alias « Daddy » à la Rirophonie 2022 (DR)

le cas à chaque fois avec ceux que l'on suit sur scène ». Le Camerounais Edoudoua Non glacé a abondé dans le même sens que le Brazzavillois : « *Il faut avouer qu'il n'y a pas assez de dames dans cet univers de l'humour et en voir une s'y aventurer, c'est une audace à saluer. Elle l'a fait parce qu'elle se sent capable* ». Au doyen de la soirée de remercier : « *Je pense que Seki 'sala a de beaux jours devant elle. Il faut juste qu'elle continue de bosser comme cela et d'avoir le même courage car elle est très pertinente* ».

Le talent, critère primordial

Par ailleurs, chacun des trois humoristes étrangers « L'honorable », Yann Koko et Edoudoua Non glacé, cités selon leur ordre d'apparition, a aimé sa « première fois » à Kinshasa. Pour le premier, « cela a été une très belle expérience ». Le Brazzavillois a renchéri : « *Le public de la Rirophonie a été bien merveilleux, il a accueilli comme il se doit un honorable* ». Yann s'est dit honoré par la Rirophonie dont il a félicité l'organisation. Ce, en dépit « des petits manquements car la perfection n'est pas de ce monde



Seki 'Sala, la journaliste qui fait une incursion au festival du rire (DR)

», a-t-il dit. Quoiqu'il en soit a-t-il conclu : « *pour une première édition, c'est déjà ce qu'il faut et ça promet pour les prochaines éditions* ». De son côté Edoudoua Non glacé a apprécié d'avoir fait sa « première fois » à Kinshasa dans le cadre « d'un nouveau festival ». Qui plus est, lui a-t-il plu de relever, Rirophonie a surfé sur « un nouveau concept ». Et d'ajouter : « *C'est ma première venue ici pour un spectacle grand public, mes impressions ne peuvent qu'être bonnes vu l'engouement que j'ai vu tout autour. Le public qui est venu nous suivre et l'engagement du staff m'ont plu, je rentre très content au Cameroun* ».

Le choix des humoristes n'était pas hasardeux, on l'a vu. Le talent était le critère primordial pour participer à la Rirophonie 1. Le public, déjà préparé par les prestations successives des talents émergents, le duo The brothers, Marc Olivier, Seki 'Sala, STV Martinez et Exaucé Mbenza a reçu comme plat de consistance six artistes de renom. Bien harponné, il a été servi à volonté par Herman Amisi, alias Daddy qui a plutôt le vent en poupe en ce moment. C'est le monsieur trophée du moment, la fierté nationale, dont le dernier en date est l'Awards du Rire Africain 2022 obtenu à Niamey, au Niger, tenu pour « le prix du meilleur performer de l'année » au niveau continental. Serge Nosso toujours aussi délirant qui a fait une prédication inédite sur la mort et résurrection de Lazare en langila. Ken Guelord

qui a représenté la RDC à l'Africa Stand up festival n'a pas démerité. Quant à Edoudoua Non glacé, il a bien défendu son titre de « légende de l'humour au Cameroun et en Afrique », comme l'a souligné son hôte, Félix Kisabaka. Pour sa part, Yann Koko, que Félix a qualifié de « véritable espoir de l'humour au Gabon » a partagé avec humour son amour pour la musculature dont les résultats se font attendre et « L'honorable » ayant participé au concours de Montreux a, lui, évoqué le « frotté-mouillé », feuille de cahier, papier journal, etc., détournés de leurs usages ordinaires pour servir de papier toilette « non sans conséquences ». Ayant lui-même fait l'ouverture et le MC de la seconde partie, Félix a offert une programmation qui a su tenir en haleine le public qui a fini tout hilare.

Néanmoins, « hormis l'appui reçu de Kim Agency », co-organisateur de la Rirophonie 2022, Félix Kisabaka s'est désolé que « les sponsors n'aient pas respecté leur parole ». Sur les cinq de départ, un seul a accompagné l'événement comme convenu. Il a soutenu : « *ils nous ont promis de s'occuper de la communication mais ne l'ont pas fait. De sorte que nous avons misé sur nos moyens personnels, notre carnet d'adresses, la proximité que nous avons avec quelques fans pour réaliser cette première édition. Ce n'était pas facile mais nous l'avons fait car le plus important c'est de commencer* ».

Nioni Masela



Yann Koko et Félix Kisabaka sur le plateau de la Rirophonie 2022 (DR)

COUPE DU CONGO DE BASKETBALL

Lion remporte son premier trophée

C'est dans la douleur que Yancy Kotha et son équipe ont remporté, le 28 décembre au stade de basketball des Cheminots, à Pointe-Noire, la douzième édition de la Coupe du Congo de basket en s'imposant aux prolongations face à Interclub, 60-53, à l'issue d'une finale dominée totalement par l'adversaire, 47 à 44, avant l'égalisation à 47 points partout

Le trophée remporté est un cadeau d'anniversaire pour Pointe-Noire, ville centenaire en 2022. En effet, la ville océane a abrité, les 27 et 28 décembre, la douzième édition de la Coupe du Congo de basketball, une compétition qui a repris ses droits six ans après son interruption. Interclub et BlackLion sont arrivés en finale après leurs victoires respectivement face à Cara, 61-37, et face à BBS, 41-33. Ces combinaisons de demi-finales ont permis à la fédération d'avoir en finale deux équipes de deux départements, à savoir Interclub et Black-Lion.

Le duel a été dominé du début jusqu'à l'avant dernière seconde du match par Interclub qui caracole depuis plus d'une quinzaine d'années à la tête du basket congolais. Mais, à une seconde de la fin, alors que pour les visiteurs les carottes étaient déjà cuites, Mery Nsangou (Dado) a créé la sensation en inscrivant le

panier d'égalisation. Le score qui était de 47 pour Inter et 44 pour Black lion est passé à 47 points partout.

C'est ainsi que l'arbitrage a accordé 5 minutes de temps additionnel qui ont permis aux Ponténégrins de s'afficher au sommet du basket congolais.

A l'issue de la rencontre, le capitaine d'Interclub, Bretsh Yamba? a reconnu la victoire de l'équipe adverse, une équipe créée en 2016 et pleine d'avenir. Il a aussi félicité ses coéquipiers, un groupe très jeune qui n'a pas démerité.

Remettant le trophée aux heureux ga-



Black Lion jubilant avec son trophée accompagné des supporters/Adiac

gnants, le vice-maire de la ville les a félicités pour leur confiance car, malgré la domination, ils ont cherché la victoire jusqu'au bout de leur souffle.

En même temps, il a assuré aux sportifs le soutien inconditionné de la mairie de Pointe-Noire. « Nous mettons tout en œuvre pour soutenir les activités sportives et surtout le basket. Je félicite les heureux gagnants, ensemble nous allons conjuguer les efforts pour améliorer les conditions des sportifs à Pointe-Noire », a-t-il dit, avant d'exprimer son souhait de voir Pointe-Noire abriter la 13e édition de la Coupe du Congo.

Charlem Léa Itoua

NÉCROLOGIE

Le personnel de Conseimo-Etudes, Mme Loukoula Dénise et les enfants Bassala ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère, oncle et père Pascal Bassala (époux de Mme Dénise), le 19 décembre 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient dans la rue Mpika au n° 19, quartier, Météo à Makélékélé. Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



Jules César Ollébi, agent des Dépêches de Brazzaville, Honoré Ngongnie, Félix Olo, Serge Ngoyi, Léonie Omboulou, Alphonsine Ngongnie, la mutuelle et la famille Ndzon Vara ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille, mère et grand-mère Béatrice Ngoyi, survenu le 24 décembre 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°228 de la rue Bouenza à Talangaï (arrêt Maman Mboulé - Bar Otina)



REMERCIEMENT

Les enfants de la défunte sénatrice Moutou-Bayonne née Gayan Joséphine remercient du fond de leur cœur tous les parents, amis, connaissances ainsi que les membres du PCT, du Sénat pour l'assistance, le soutien et la présence reconfortante dont ils ont fait montre lors de la disparition de leur mère, la vénérable sénatrice Moutou-Bayonne Joséphine, décédée le 24 octobre 2022 à Paris (France).

A la suite du décès et de l'inhumation de leur épouse et mère, la nommée Ibara née Clarisse Emrmesinde Kikol, Joseph Ibara et ses enfants Espéra Ibara Koumou, Préfit Ibara Ngolo, Gloire Manuel Ibara Ondélé, Venus Ibara Kikoli, Reine Ibara Galat Koumou, Bonheur Ibara Peyat.

Remercient, pour leur assistance multiforme

- le président du Sénat et famille ;
- les membres du bureau du Sénat ;
- le ministre des Affaires étrangères, et de la Francophonie et des congolais de l'étranger, témoin du mariage et famille ;
- tous les parlementaires qui les ont assistés ;
- tout le personnel du Sénat et de l'Assemblée nationale ;
- Les AET de la promotion Colonel Henri Ondoko ;
- les parents, amis et connaissances.

La famille Ibara profite de cette occasion pour présenter ses meilleurs vœux de nouvel an, vœux de bonheur, santé et prospérité à tous ceux qui les ont assistés.

Une fois de plus, merci !



SOLUTION :
Le mot-mystère est : **CHANCE**

V	A	C	C	I	N		A	X	E
O	R	E	E		A	T	O	L	L
M	A	N	T	E		R	U		F
I		S		A	P	O	T	R	E
R	E	E	L	U		N		U	S
	C		E	X	E	C	R	E	
M	U	S	C		U		A	R	T
U		T	O	C	S	I	N		I
E	B	E	N	E		O	G	R	E
	R	A		D	U	N	E		N
P	O	K	E	R		I		U	T
A	I		R	A	I	S	O	N	
R	E	J	E	T		A	R	E	C

T	S	C	C	S	L						
D	O	N	Q	U	I	C	H	O	T	T	E
	T	A	U		T	A	U	R	E	A	U
M	A	T	A	D	O	R		T	R	U	C
	L	U	L	L	Y		V	I	E	L	E
V	I	R	E		E	G	E	E		E	M
	S	I		E	N	L	I	S	E		I
F	E	S	S	U		A	N	T	E	E	
		T	I	T	U	B	E	R	A	S	
A	C	E	R	E		R		A	L	T	O
	A		U	R	G	E	N	T		H	I
G	R	A	P	P	A		A	I	N	E	E
	P	R	E	E	M	I	N	E	N	T	
F	E	T	U		M	L		R	E	E	L
	S	E	X	U	E	L	L	E		S	U

• SOLUTION DE LA GRILLE N°656 •

8	4	2	1	3	7	9	6	5
3	9	1	8	5	6	7	4	2
7	6	5	2	4	9	1	8	3
6	1	8	5	9	2	4	3	7
2	3	9	4	7	8	5	1	6
5	7	4	6	1	3	2	9	8
1	2	3	7	6	4	8	5	9
4	8	6	9	2	5	3	7	1
9	5	7	3	8	1	6	2	4

• SOLUTION DE LA GRILLE N°662 •

6	4	5	9	7	3	1	8	2
8	2	7	4	5	1	3	6	9
3	1	9	8	6	2	4	7	5
4	9	6	2	3	7	5	1	8
5	8	1	6	4	9	7	2	3
7	3	2	1	8	5	9	4	6
9	5	8	7	1	6	2	3	4
2	7	4	3	9	8	6	5	1
1	6	3	5	2	4	8	9	7

MOTS CASÉS 10X13 • N°132

- 2 LETTRES**
AS - AU - DE - DU - EN - ES - ET - LU - NI - RA - RU - SI - SU
- 3 LETTRES**
BEL - BRU - DOT - EAU - EMU - GUI - ISO - ODE
- 4 LETTRES**
ANAL - ANES - ASIE - ATRE - BEER - CLAN - DATA - GNOU - GROS - IDEE - OSEE - RAGE - RAME - SCIE - SUIT - UNAU
- 5 LETTRES**
EIDER - EMERI - LARGE - NORME - RAMPA - SAUCE - USINE - USITE
- 6 LETTRES**
CONGRE - GRELOT - IRONIE - LEONIN - MAIGRE - OUTILS - REUSSI

APPÉTIT SEXUEL UNE DES BALEARES	FIDÉLITÉ RACONTENT	PEINTRE BRUIT DE BOUCHE	QUITTÉRENT LA MAISON	CARABINE DE COWBOY	RÉGION ANATOMIQUE PLAGE À VENISE
MARAIS DE LOUISIANE DÉLIT INFORMATIQUE			ÉQUIPER VA AUX U.S.A.	CAPRI OU STROMBOLI	
DENSE POÈTE ALLEMAND		DE MAUVAISE HUMEUR SPORT COLLECTIF		CONTRAT DE TRAVAIL POIL DUR	
DÉGAZAGE	NOUVEAU MOT METTRE EN FORME		SURFACE VOLATILE		FAUX CALCULS
	ACHETEUSE NUAGE BAS				MARIÉE
CLANS	DESCENDRE LA PENTE PERSPICACE			VIÈLLE MONNAIE MOUCHE AFRICAINE	
			CROTTE SAC À VIN		
CHANTEURS D'OPÉRA SACRÉE GYMNASTIQUE		MUSE DE LA MUSIQUE VARIÉTÉ DE POMME		DANS LA GAMME FILET D'EAU	
ECHOUA REPRIS EN MAIN		ADVERBE	CACHA		EQUERRE
				FAIT LA LIAISON	
ÇA SENT LE SAPIN				CROCHET DE BOUCHER	

• SUDOKU • GRILLE N°663 • DIFFICILE •

	8	1	5					4	
				1	9			3	5
	6	9							
		8		4					9
	4							7	
2				6		4			
							2	5	
9	7		2	8					
1				4	9	8			

• SUDOKU • GRILLE N°669 • FACILE •

4		2	7				6	
			1	4		5		
7				8				
8							4	9
1		3					8	5
6	2							7
			6					2
		9		3	7			
	6				5	4		3

B	J	P	S	A	B	B	A	T	I	M	B	A	L	E
C	A	M	O	T	S	E	G	N	A	D	I	V	C	L
N	V	N	A	I	N	O	T	U	O	L	G	H	R	O
E	E	G	A	R	N	R	O	A	A	C	E	L	E	G
E	L	A	G	N	I	T	R	A	M	V	I	R	D	N
L	O	F	O	G	E	N	P	I	I	O	D	L	U	O
P	T	P	U	G	O	R	I	L	L	E	L	A	L	M
S	U	E	P	O	P	U	L	A	C	E	E	P	E	I
J	E	S	U	I	T	E	L	H	P	M	A	P	I	O
I	O	B	S	C	E	N	E	L	U	O	M	E	S	D
B	A	M	B	O	U	G	A	R	N	I	S	O	N	O
R	I	H	P	A	S	I	G	P	I	L	O	R	E	N
U	O	J	A	C	A	D	N	F	U	O	R	A	B	J
O	E	H	P	M	Y	N	A	N	C	A	S	I	N	O
F	I	A	S	C	O	I	M	P	O	N	C	I	F	N

- | | | |
|-----------|------------|-----------|
| ACAJOU | GLOUTON | NYMPHE |
| BAMBOU | GORILLE | OBSCENE |
| BANANE | GRUMEAU | PAMPHLET |
| BAROUF | ILLICO | PANTOUFLE |
| CASINO | INDIGNE | POINT |
| CEDRE | INTRIGUE | PONCIF |
| CHEVILLE | JAVELOT | POPULACE |
| CREDULE | JESUITE | SABBAT |
| DIPLOMATE | JUPON | SAPHIR |
| DONJON | MANGA | SEMOULE |
| ESTOMAC | MARIN | SPLEEN |
| FIASCO | MARTINGALE | TIMBALE |
| FOURBI | MONGOL | TORPILLE |
| GARNISON | NEROLI | VIDANGE |

INONDATIONS

Plus de quatre-mille ménages sinistrés secourus à Makotipoko

Au chevet des victimes des inondations à Makotipoko, dans le département des Plateaux, la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Mboukou-Kimbatsa, a mis à disposition de ces dernières des vivres, des matériaux de construction, des kits de dignité pour femmes...

Sur l'axe routier Gamba-Mbaya-Makotipoko, à hauteur du village Ndzal'Okondzo, les tentes sont installées sur plus de cent mètres. Elles abritent les sinistrés ayant quitté Makotipoko.

Sur l'ensemble des cinquante-quatre villages de la sous-préfecture de Makotipoko, s'installent 4828 ménages pour un total de 20815 personnes sinistrées, selon les données de la direction départementale de l'Action humanitaire des Plateaux. A cela s'ajoutent 1015 ménages demandeurs d'asile originaires de la République démocratique du Congo.

L'assistance humanitaire apportée par la ministre Irène Mboukou-Kimbatsa est constituée, entre autres, des vivres, des kits de pêche pour permettre à ceux qui vivent de cette activité de la poursuivre, des kits scolaires pour les enfants qui vont reprendre le chemin de l'école après les fêtes de fin d'année ou encore lorsque les eaux vont regagner leurs lits. Il y a également les kits de construction. En dehors des inondations, une tornade a rasé plus de trente habi-



Plus de quatre-mille ménages sinistrés secourus à Makotipoko/Adiac

tations le 11 décembre courant. Ces kits vont donc permettre à ceux qui ont perdu leurs toits de les reconstruire. « *Le gouvernement ne peut pas vous oublier. En dehors de cette assistance humanitaire, nous poursuivons des réflexions pour des solutions durables* », a fait savoir la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire qui a remercié le Fonds des Nations unies pour la population, por-

teur des kits de dignité pour les femmes sinistrées.

Pour sa part, au nom de la population, le sous-préfet de Makotipoko, François Tsuini, s'est réjoui de l'assistance, formulant quelques propositions concernant les inondations qui reviennent de façon cyclique en période de pluies entre octobre et décembre. « En attendant le dragage, il y a des solutions intermédiaires. Le gouvernement peut ériger des hangars pouvant

recevoir les sinistrés en période de crues », a-t-il indiqué. Il est aussi question d'achever le tronçon restant (7kilomètres) de la route reliant Ndzaol'Okondzo et Makotipoko sur la voie directe, parsemée d'embuches avec des ponts de fortune, pour faciliter les évacuations.

La ministre Irène Mboukou-Kimbatsa ne s'est pas arrêtée sur l'axe routier. Elle a également mis le cap sur Makotipoko centre sur l'axe fluvial.

Elle s'y est rendue en pirogue pour toucher du doigt la dure réalité à laquelle sont soumis ceux qui ont décidé d'y rester. Ils dorment sur des lits en pilotis, sous les hangars d'une certaine hauteur. Les écoles sont fermées, le centre de santé se trouve dans l'eau...

Mbouambe-Léfini

Avant Makotipoko, la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire a fait le même geste à l'endroit des sinistrés de Mbouambe-Léfini, dans la zone nord du département du Pool, notamment au niveau de la sous-préfecture de Ngabé. Là-bas, les 152 ménages touchés par les inondations ont reçu l'aide humanitaire d'urgence constituée de vivres et non vivres.

Il convient de rappeler que le convoi fluvial qui a quitté Brazzaville le 23 décembre dernier poursuit sa mission d'assistance humanitaire dans d'autres localités de la zone septentrionale du pays. Cette mission prendra fin le 10 janvier 2023, sauf modification de calendrier.

Rominique Makaya

DISPARITION

L'orchestre Bantous de la capitale pleure MPassi Ngongo Mermans

Le mi-soliste des Bantous de la capitale, Alphonse Mpassi Ngongo dit Mpassi Mermans, a tiré sa révérence le 28 décembre aux premières de la matinée, au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville (CHU), à l'âge de 80 ans. Sa mort intervient cinq jours après celle de son collègue, le percussionniste Ignace Makirimbia, décédé le 23 décembre à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), alors qu'il y était en séjour.

Guitariste, auteur-compositeur et arrangeur, Mpassi Mermans a rejoint ses pairs des Bantous de la capitale, comme ce fut le cas pour le percussionniste Ricky Siméon Malonga dit Ricky Siméon "le gardien du temple", décédé le 1er mai dernier à Brazzaville, à l'âge de 80 ans lui aussi. Né le 25 novembre 1942 à Madzia, département du Pool, Mpassi Ngongo Mermans a été le premier guitariste mi-soliste dans l'histoire de la rumba. En effet, après le départ de Papa Noël, il était devenu le seul soliste des Bantous de la capitale, mais avec la venue de Gerry Gérard, lui aussi soliste, il s'est posé la question du positionnement. Pour ne pas le mettre à l'écart, est ainsi créé le poste de mi-soliste. Du coup Les Bantous sont passés pour le premier orchestre à faire jouer quatre guitaristes. Il s'est agi de la guitare solo, guitare mi-solo, guitare accompagnement et la guitare base.

Amoureux de l'art d'Orphée

Mpassi Mermans a pris goût de la musique alors qu'il était encore à l'école primaire en classe de CE2, à Kibouendé, dans le Pool où il résidait. A l'âge de 16 ans en 1958, il monte son premier orchestre, Syncope Jazz, dans ladite localité. Une année après, il trouve l'emploi

à Mfoati, dans le département de la Bouenza. Pendant ce temps, l'orchestre Les Bantous de la capitale voit le jour. En 1960, à l'âge de 18 ans, il quitte Mfoati pour Brazzaville. Amoureux de la musique, il relance avec ses anciens musiciens de Syncope Jazz leur groupe, mais cette fois-ci en changeant d'appellation ; de Syncope Jazz, il devient Mondo Negro Kwala-kwa et il dirige ce groupe pendant trois ans. C'est finalement en juillet 1963 qu'il va intégrer Les Bantous de la capitale dont il était un fanatique fiéffé et surtout du brillant guitariste Papa Noël. Il tenait à jouer de la guitare comme lui. Il est admis dans ce groupe le même jour que deux autres artistes de renom, Pamela Mounka et Samba Mascotte. Après plusieurs mouvements de va-et-vient, Mpassi Mermans va regagner Les Bantous de la capitale en 1997 jusqu'au dernier jour de sa vie, le 28 décembre 2022 ;

Quant à sa discographie, Mpassi Mermans a, à son actif, plusieurs chansons, parmi lesquelles "Libala é keséni", "Badeti", "Bu boté mona pelé", "C'est sérieux tantine", "A mon avis". C'est en 1972 qu'il a sorti son premier album en solo. Ceci se passe à l'issue de la première scission de l'orchestre, exclu par Nino Malapé au même moment que Cé-



Ignace Makirimbia

lestin Nkouka, Edo Ganga, Pamela Mounka, Kosmos Moutouari et Théo Bitcheke. C'est ainsi qu'il va créer avec Ganga Edo et Théo Bitcheke l'orchestre Les Nzoï, avant d'être rejoints par Ange Linaud. Au sein de cet orchestre, Mpassi Mermans lance l'album « Bani-bani » qui connaîtra un grand succès. Malheureusement, l'aventure avec Les Nzoï ne va pas durer longtemps. Mpassi Mermans quitte ce groupe pour créer un autre qu'il va nommer Lissolo. Le premier 45 tours de cet orchestre est enregistré

à Kinshasa. Une autre composition de Mpassi Mermans, "Lemba", dans l'orchestre National, en 1976, est un disque 33 tours. En 1981, il met sur le marché du disque son premier album en solo « Monia », de quatre titres en France. En 1988, suite à la maladie de Pamela Mounka, Mpassi Mermans quitte Les Bantous de la capitale pour créer Les Bantous Monuments en 1990. Il sort ensuite un autre album en solo intitulé « Ton ami n'est pas ton ami », en 1992, en France, dans lequel il mettra un titre en hommage à Samba Mascotte.

Ignace Makirimbia

Véritable fils de la cité Ngamaba, à Brazzaville, Ignace Makirimbia a longtemps marqué ses connaissances dans les tumbas au sein des groupes traditionnels tékés communément appelés Tékés de Brazzaville. Son savoir-faire va le pousser à tenter une carrière professionnelle à Kinshasa et dans l'orchestre Continental où il s'est fait connaître dans le grand milieu musical, au point où il a joué dans plusieurs groupes, à l'instar du Continental de Me Taureau Gombe en compagnie de Josky Kiambukuta, Wuta Mayi, Tinio Mwinkwa, Siran Mbenza..., d'Afrisa de Tabu Ley Rochereau, ... Très

proche de Sam Mangwana, Ignace Makirimbia a été dans toutes ses aventures. Ils sont liés dans Vox Arriva de Jeannot Bombenga, ensuite dans Festival de maquisards... De retour à Brazzaville au cours des années 2000, il va passer directement chez les Bantous où il évolue dans un premier temps avec son cadet Robert Massengo, puis va dans Bana Poto-Poto de Bienvenu Rolland Faïgnand, avant de regagner Les Bantous jusqu'à sa mort le 23 décembre dernier, à Kinshasa.

Notons que Mpassi Mermans est de la deuxième génération après celle des co-fondateurs, à savoir Edo Ganga, Saturnin Pandi, Jean Serge Essous (premier chef d'orchestre), Nino Malepet (deuxième chef d'orchestre), Célestin Nkouka, Daniel Loubelo De la lune. Il est de la génération de Pamela Mounka, Samba Mascotte, Théo Bitsikou, Michel Boyibanda, Gerry Gérard (qui ont tous tiré leur révérence). Les deuils de MPassi Mermans et Ignace Makirimbia se tiennent respectivement au 17 de la rue Matouba-Abraham, arrêt Mitoko Château d'eau pour Mpassi Mermans, et 20 rue Loubomo, Talangai, arrêt Ebina, pour Ignace Makirimbia.

Bruno Okokana